



T1

RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE AUX ACTIONNAIRES
PÉRIODE DE 12 SEMAINES CLOSE LE 26 MARS 2016

Loblaws
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Rapport du premier trimestre de 2016 aux actionnaires

Faits saillants du premier trimestre de 2016	1
Rapport de gestion	2
Résultats financiers	28
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	34
Sommaire financier	50

Faits saillants du premier trimestre de 2016¹⁾

« Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre plan financier au premier trimestre de 2016, alors que nous avons enregistré un chiffre d'affaires positif des magasins comparables, maintenu des marges brutes stables et réalisé un bénéfice d'exploitation à la hausse », a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil et président de Les Compagnies Loblaw limitée.

« Le chiffre d'affaires positif des magasins comparables s'explique par la solide performance du secteur des pharmacies au détail, celle du secteur de l'alimentation au détail ayant déçu légèrement. Quant à l'avenir, nous sommes convaincus que le degré de priorité que nous accordons sans cesse à la croissance du bénéfice, conjugué au solide bilan de notre société, nous permettra de financer des initiatives favorisant la croissance et de remettre du capital à nos actionnaires, malgré un contexte hautement concurrentiel au sein de l'industrie de la vente au détail et des pressions constantes exercées par la réforme du réseau de la santé. »

Faits saillants financiers

- Les produits ont augmenté de 333 millions de dollars, ou 3,3 %, comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 10 381 millions de dollars.
- Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 324 millions de dollars, ou 3,3 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 10 154 millions de dollars.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail (Loblaw) a augmenté de 2,6 % si l'on ne tient pas compte des postes d'essence;
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail (Shoppers Drug Mart/Pharmaprix) a augmenté de 6,3 %, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance ayant augmenté de 4,2 % et le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin ayant augmenté de 8,2 %.
- Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 40 millions de dollars, ou 5,1 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 829 millions de dollars.
- Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ a augmenté de 37 millions de dollars, ou 12,3 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 338 millions de dollars. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ a augmenté de 0,10 \$, ou 13,9 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 0,82 \$.
- Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société a augmenté de 47 millions de dollars, ou 32,2 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 193 millions de dollars. Le bénéfice net dilué par action ordinaire a augmenté de 0,12 \$, ou 34,3 %, comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 0,47 \$.
- Au premier trimestre, la société a réalisé des synergies nettes d'environ 72 millions de dollars, en hausse de 28 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2015.
- La société a procédé au rachat de 3,4 millions d'actions aux fins d'annulation à un coût de 231 millions de dollars.
- Le dividende trimestriel sur les actions ordinaires a augmenté de 4,0 %, passant de 0,25 \$ par action ordinaire à 0,26 \$ par action ordinaire.

Voir les notes de fin de document à la fin du rapport de gestion de la société.

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	3
2. Indicateurs de performance financière clés	5
3. Résultats d'exploitation consolidés	6
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	9
4.1 Secteur Vente au détail	9
4.2 Secteur Services financiers	11
4.3 Secteur Propriétés de Choix	12
5. Situation de trésorerie et sources de financement	13
5.1 Flux de trésorerie	13
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	14
5.3 Situation financière	16
5.4 Notation	16
5.5 Autres sources de financement	17
5.6 Capital social	17
5.7 Arrangements hors bilan	18
6. Instruments financiers	19
7. Résultats par trimestre	19
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	21
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	21
10. Normes comptables	21
11. Perspectives	21
12. Mesures financières non conformes aux PCGR	22
13. Informations supplémentaires	27

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2016 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 2 janvier 2016 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2015 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2015 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2016 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la fin du Rapport annuel 2015 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 3 mai 2016.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, les synergies et les autres avantages liés à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »), la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues et l'état et l'incidence du déploiement des systèmes de technologie de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », et à la rubrique 11, « Perspectives », du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2016 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation, ainsi qu'à la croissance continue associée aux initiatives en cours. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 12, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du Rapport annuel 2015 de la société et dans la notice annuelle 2015 de la société (pour l'exercice clos le 2 janvier 2016). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;
- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et de contrôler les pertes;

- l'incapacité de réaliser les avantages stratégiques attendus de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments ou des médicaments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats attendus, dont la croissance des produits, les économies de coûts ou les efficacités sur le plan de l'exploitation devant découler des principales initiatives de la société, y compris de la restructuration;
- l'incapacité des franchisés de la société ou des titulaires de licences de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix (les « pharmaciens-proprétaires ») d'exercer leurs activités conformément aux procédures ou aux normes prescrites, ou la détérioration des relations entre la société et ses franchisés ou pharmaciens-proprétaires;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital, aux taxes à la consommation, à l'impôt foncier et aux autres impôts et taxes, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celle-ci;
- l'incapacité d'effectuer une mise en marché efficace ou d'une manière qui réponde aux attentes de la clientèle;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi, des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés et des marchandises;
- l'incidence des obligations éventuelles en matière d'environnement;
- l'incapacité de la société de recouvrer ses créances sur cartes de crédit ou de les financer.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2015 de la société (pour l'exercice clos le 2 janvier 2016). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 et pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Chiffres consolidés :		
Augmentation des produits	3,3 %	37,8 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	829 \$	789 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,9 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	196 \$	146 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	193	146
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	338	301
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,35 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,82 \$	0,72 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 315 \$	1 063 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	813	517
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	512	144
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	2,0x	2,3x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	11,5 %	13,8 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	7,8 %	9,9 %
Secteur Vente au détail :		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	2,0 %	2,0 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	6,3 %	3,1 %
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 777 \$	2 624 \$
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,3 %	26,7 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	780 \$	739 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	7,7 %	7,5 %
Secteur Services financiers⁴⁾ :		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44 \$	45 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	28	28
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	14,0 %	14,2 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,8 %
Secteur Propriétés de Choix⁴⁾ :		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	136 \$	127 \$
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	75

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	10 381 \$	10 048 \$	333 \$	3,3 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	829	789	40	5,1 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,9 %		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹⁾	244 \$	246 \$	(2) \$	(0,8)%
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157	192	(35)	(18,2)%
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125	131	(6)	(4,6)%
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	128	111	17	15,3 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	27,8 %	26,9 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	196 \$	146 \$	50 \$	34,2 %
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la sociétéⁱⁱ⁾	193	146	47	32,2 %
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	338	301	37	12,3 %
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,35 \$	0,12 \$	34,3 %
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,82	0,72	0,10	13,9 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	412,6	416,1		

- i) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 124 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (124 millions de dollars en 2015) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.
- ii) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 338 millions de dollars (0,82 \$ par action ordinaire) au premier trimestre de 2016, en hausse de 37 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- les résultats affichés par le secteur Vente au détail, qui reflétaient notamment la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et le maintien d'une marge brute stable, malgré l'incidence de la réforme du réseau de la santé;
- un apport positif des synergies nettes supplémentaires de 28 millions de dollars.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 193 millions de dollars (0,47 \$ par action ordinaire) au premier trimestre de 2016, en hausse de 47 millions de dollars (0,12 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015. En plus des éléments dont il est question ci-dessus, l'augmentation du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société reflète l'incidence, d'un exercice à l'autre, des éléments importants suivants :

- l'incidence négative de 22 millions de dollars (0,04 \$ par action ordinaire) de la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change;
- l'incidence positive d'une diminution de 11 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) des charges de restructuration et autres charges connexes;
- l'incidence négative de 10 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) de modifications apportées aux lois fiscales avec application rétroactive;
- l'incidence positive d'une diminution des charges d'intérêts nettes et autres charges financières essentiellement attribuable à l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 26 millions de dollars (0,06 \$ par action ordinaire).

Produits

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Vente au détail	10 154 \$	9 830 \$	324 \$	3,3 %
Services financiers	207	199	8	4,0 %
Propriétés de Choix	192	182	10	5,5 %
Consolidation et éliminations	(172)	(163)	(9)	
Produits	10 381 \$	10 048 \$	333 \$	3,3 %

Les produits ont augmenté de 333 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 10 381 millions de dollars, en raison essentiellement d'une augmentation de 324 millions de dollars enregistrée par le secteur Vente au détail en raison de l'augmentation favorable du chiffre d'affaires des magasins comparables. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 2,0 % (2,0 % en 2015) et de 2,6 % (4,0 %⁵ en 2015) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence. Le moment du congé de Pâques a eu une incidence positive de 1,0 % sur la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 6,3 % (3,1 % en 2015). Le moment du congé de Pâques a eu une incidence positive d'environ 1,9 % sur la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin.

Montant ajusté du BAIIA²⁾

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Vente au détail	780 \$	739 \$	41 \$	5,5 %
Services financiers	44	45	(1)	(2,2) %
Propriétés de Choix	136	127	9	7,1 %
Consolidation et éliminations	(131)	(122)	(9)	
Montant ajusté du BAIIA²⁾	829 \$	789 \$	40 \$	5,1 %

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 40 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 829 millions de dollars, en raison essentiellement du secteur Vente au détail. L'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail découle essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires, d'une augmentation de la marge brute exprimée en pourcentage du secteur Vente au détail et d'une amélioration au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, qui reflète notamment l'incidence positive de synergies nettes supplémentaires de 28 millions de dollars (44 millions de dollars en 2015).

Les synergies annualisées de la société se sont établies à 270 millions de dollars.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au premier trimestre de 2016, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 2 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 368 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 2 millions de dollars en raison essentiellement d'une diminution de l'amortissement des actifs plus âgés de la chaîne d'approvisionnement.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157 \$	192 \$	(35) \$	(18,2) %
Déduire l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	32	58	(26)	
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	3	(3)	
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125 \$	131 \$	(6) \$	(4,6) %

Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ a diminué de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 125 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- une diminution des charges d'intérêts sur la dette à long terme attribuable aux remboursements et à l'arrivée à échéance de titres de créance;
- une diminution des charges d'intérêts sur les titres de participation attribuable à leur remboursement, à leur valeur nominale, au troisième trimestre de 2015; facteurs en partie contrebalancés par
- une augmentation de la dette de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »).

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 35 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 157 millions de dollars. En plus des éléments dont il est question ci-dessus, la diminution des charges d'intérêts nettes et autres charges financières reflète l'incidence de la variation de 26 millions de dollars du passif lié aux parts de fiducie.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Impôt sur le résultat	92 \$	76 \$	16 \$	21,1 %
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	39	35	4	
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	(3)	—	(3)	
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	128 \$	111 \$	17 \$	15,3 %
Taux d'impôt effectif	33,0 %	34,2 %		
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	27,8 %	26,9 %		

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 33,0 % au premier trimestre de 2016 comparativement à 34,2 % au premier trimestre de 2015.

La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à ce qui suit :

- la diminution de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie; contrebalancée par
- une augmentation de l'impôt exigible qui a découlé de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta de 10 % à 12 % qui a été promulguée au deuxième trimestre de 2015;
- une augmentation de la charge d'impôt différé qui a découlé de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 27,8 % au premier trimestre comparativement à 26,9 % au premier trimestre de 2015, en raison essentiellement de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta dont il est question ci-dessus.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

4.1 Secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation (en \$)	Variation (en %)
	(12 semaines)	(12 semaines)		
Chiffre d'affaires	10 154 \$	9 830 \$	324 \$	3,3 %
Marge brute	2 776	2 624	152	5,8 %
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 777	2 624	153	5,8 %
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,3 %	26,7 %		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	780 \$	739 \$	41 \$	5,5 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	7,7 %	7,5 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	362 \$	364 \$	(2) \$	(0,5) %

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016		2015	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables
Secteur de l'alimentation au détail	7 390 \$	2,0 %	7 234 \$	2,0 %
Secteur des pharmacies au détail	2 764	6,3 %	2 596	3,1 %
Médicaments sur ordonnance	1 313	4,2 %	1 257	3,5 %
Produits de l'avant du magasin	1 451	8,2 %	1 339	2,7 %

Performance financière globale du secteur Vente au détail Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 41 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires, y compris l'incidence positive du congé de Pâques, des synergies nettes supplémentaires, d'une augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ du secteur Vente au détail et d'améliorations au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives si l'on ne tient pas compte de l'incidence des franchises consolidées.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 10 154 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à 9 830 millions de dollars au premier trimestre de 2015, en hausse de 324 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 2,6 % au premier trimestre (4,0 %⁵⁾ en 2015) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence (0,6 %). Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 2,0 % (2,0 % en 2015). Le moment du congé de Pâques a eu une incidence positive d'environ 1,0 %.
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments du secteur de l'alimentation au détail de la société a été modérément supérieur (supérieur en 2015) à l'inflation nationale moyenne trimestrielle du prix des aliments de 4,3 % (4,6 % en 2015), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société;
 - Le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a affiché une croissance modérée;
 - Le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance et des produits de soins de santé et de beauté a affiché une croissance modeste;
 - Le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a sensiblement diminué, en raison essentiellement d'une diminution des prix de l'essence.

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 6,3 % (3,1 % en 2015).
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté de 4,2 % (3,5 % en 2015);
 - le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,1 % (4,8 % en 2015). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 3,9 % (4,7 % en 2015) et, d'un exercice à l'autre, la valeur moyenne des ordonnances a augmenté de 0,6 % (diminué de 1,1 % en 2015);
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 8,2 % (2,7 % en 2015), et ce, pour toutes les catégories de produits. Le moment du congé de Pâques a eu une incidence positive d'environ 1,9 % sur le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin.
- Au cours de la période de 12 mois close le 26 mars 2016, 37 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 60 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une diminution de la superficie nette en pieds carrés du secteur Vente au détail de 0,2 million de pieds carrés, ou 0,3 %, en raison essentiellement du plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015.

Au premier trimestre de 2016, le montant ajusté de la marge brute²⁾, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ et le montant ajusté du BAIIA²⁾ rendaient compte de l'incidence de la consolidation de franchises au cours du trimestre, dont il est question à la rubrique « Autres questions liées au secteur Vente au détail ».

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 2 777 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à 2 624 millions de dollars au premier trimestre de 2015. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,3 %, en hausse de 60 points de base comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 26,9 %, en hausse de 20 points de base comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015, en raison des synergies opérationnelles réalisées et d'une augmentation de la marge brute sous-jacente du secteur Vente au détail, en partie contrebalancées par l'incidence de la réforme du réseau de la santé.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 780 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à 739 millions de dollars au premier trimestre de 2015, en hausse de 41 millions de dollars, ou 5,5 %, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 112 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 40 points de base comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 19,6 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont diminué de 10 points de base comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 19,1 %, les coûts plus élevés liés aux magasins et aux services aux magasins ayant été plus que contrebalancés par la réalisation de synergies opérationnelles et l'incidence positive des cours de change.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 2 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 362 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'amortissement de 124 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, la diminution de 2 millions de dollars des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles découle principalement d'une diminution de l'amortissement des actifs plus âgés de la chaîne d'approvisionnement.

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente Au premier trimestre de 2016, la société a conclu des ententes visant la vente de certains actifs des entreprises de soins de santé complémentaires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix. La société a comptabilisé, au quatrième trimestre de 2015, une charge de 112 millions de dollars liée à la dépréciation de ces actifs et à d'autres charges de restructuration connexes. Aucune charge supplémentaire n'a été comptabilisée au cours du trimestre écoulé. La société s'attend à ce que les opérations de dessaisissement se traduisent, sur une base annualisée, par une diminution du chiffre d'affaires d'environ 245 millions de dollars et une augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ de 14 millions de dollars.

Consolidation des franchises À la clôture du premier trimestre de 2016, la société avait consolidé 115 magasins franchisés, soit 30 franchises additionnelles et 85 magasins consolidés en 2015. La société a comptabilisé l'incidence différentielle des 115 magasins franchisés consolidés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)
Chiffre d'affaires	64 \$
Marge brute	59
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	59
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	(6)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4
Perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(9)

La société exploite plus de 500 magasins franchisés, y compris 115 magasins franchisés consolidés, aux termes du nouveau contrat de franchise et du contrat de franchise qui était déjà en vigueur. La société continuera de convertir les franchises existantes au nouveau contrat de franchise simplifié à l'expiration de leur contrat actuellement en vigueur. La société s'attend à ce que les nouvelles franchises consolidées et les franchises actuellement consolidées donnent lieu à des augmentations d'environ 320 millions de dollars des produits, d'environ 40 millions de dollars du BAIIA²⁾ et d'environ 20 millions de dollars des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles en 2016.

Fermeture de certains magasins de détail non rentables En 2015, la société a annoncé un plan de fermeture d'environ 52 magasins de détail non rentables à l'échelle de plusieurs bannières et formats. Au 26 mars 2016, la société avait pratiquement achevé les fermetures prévues.

4.2 Secteur Services financiers⁴⁾

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	207 \$	199 \$	8 \$	4,0 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44	45	(1)	(2,2) %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	28	28	—	— %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 692 \$	2 554 \$	138 \$	5,4 %
Créances sur cartes de crédit	2 594	2 478	116	4,7 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	53	51	2	3,9 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	14,0 %	14,2 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,8 %		

Produits Les produits ont augmenté de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 207 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts attribuable à la croissance des créances sur cartes de crédit;
- l'augmentation du chiffre d'affaires des kiosques La Boutique Mobile; facteurs en partie contrebalancés par
- la diminution des commissions d'interchange attribuable à une baisse du taux d'interchange réglementaire.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a diminué de 1 million de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 44 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des coûts liée à celle des volumes d'opérations du programme de fidélisation du secteur Services financiers;
- l'augmentation des pertes sur créances qui a découlé de la croissance des soldes de créances; facteurs en partie contrebalancés par
- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 28 millions de dollars au premier trimestre de 2016, inchangé comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015, en raison de la diminution du montant ajusté du BAIIA²⁾ dont il est question ci-dessus, contrebalancée par la baisse des charges d'intérêts nettes.

Créances sur cartes de crédit Au 26 mars 2016, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 594 millions de dollars, en hausse de 116 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 28 mars 2015, en raison essentiellement de la croissance de la clientèle active qui a découlé des investissements soutenus au chapitre de l'acquisition de clients et des initiatives en matière de commercialisation et de produits. Au 26 mars 2016, le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit s'établissait à 53 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars comparativement au 28 mars 2015 en raison de la croissance du portefeuille de créances sur cartes de crédit.

4.3 Secteur Propriétés de Choix⁴⁾

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	192 \$	182 \$	10 \$	5,5 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	136	127	9	7,1 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	268	339	(71)	(20,9) %
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	75	8	10,7 %

Produits Les produits ont augmenté de 10 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 192 millions de dollars, et ils tiennent compte d'une tranche de 172 millions de dollars (163 millions de dollars en 2015) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. L'augmentation des produits est principalement attribuable à l'augmentation des loyers de base et des recouvrements d'impôts fonciers et de charges d'exploitation d'immeubles existants.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 9 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 136 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des loyers de base et des recouvrements nets d'impôts fonciers et de charges d'exploitation d'immeubles existants; en partie contrebalancée par
- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 71 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 268 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite.

Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ Le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ a augmenté de 8 millions de dollars au premier trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2015 pour s'établir à 83 millions de dollars, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 018 \$	999 \$	19 \$	1,9 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :				
Activités d'exploitation	813	517	296	57,3 %
Activités d'investissement	(134)	(271)	137	50,6 %
Activités de financement	(449)	(239)	(210)	(87,9) %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5)	7	(12)	(171,4) %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 243 \$	1 013 \$	230 \$	22,7 %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 813 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 296 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2015, en raison essentiellement de ce qui suit :

- une amélioration des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable à une diminution des stocks et à une variation positive des créances, en partie contrebalancées par la variation des fournisseurs;
- une augmentation des recouvrements des créances sur cartes de crédit en raison de la croissance de la clientèle active dont il est question à la rubrique « Secteur Services financiers ».

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 134 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en baisse de 137 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2015, en raison essentiellement de la diminution des entrées d'immobilisations corporelles au premier trimestre de 2016.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 et pour les périodes closes à ces dates	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	157 \$	231 \$	(32,0) %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	36,0	36,8	(2,2) %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	15,8	15,5	1,9 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires (en millions de pieds carrés)	18,0	17,7	1,7 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	69,8	70,0	(0,3) %
Nombre de magasins détenus par la société	585	613	(4,6) %
Nombre de magasins franchisés	522	524	(0,4) %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 314	1 307	0,5 %
Nombre total de magasins	2 421	2 444	(0,9) %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	47 %	45 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens-proprétaires (en pourcentage)	2 %	2 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	61 500	60 000	2,5 %
Magasins franchisés	30 300	29 600	2,4 %
Pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	13 700	13 500	1,5 %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 449 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 210 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2015. Cette augmentation découle essentiellement du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation et de l'augmentation des remboursements effectués sur la dette à court terme, en partie contrebalancés par la diminution des remboursements nets effectués sur la dette à long terme.

En 2016, les opérations importantes touchant la dette à long terme ont compris l'émission nette de débentures non garanties de premier rang d'une valeur de 50 millions de dollars par Propriétés de Choix.

En 2015, les opérations importantes touchant la dette à long terme ont compris ce qui suit :

- le remboursement de 207 millions de dollars sur la facilité de crédit à terme non garantie liée à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix;
- le remboursement de 122 millions de dollars sur la facilité de crédit engagée de premier rang non garantie de Propriétés de Choix;
- l'émission de débentures de premier rang non garanties d'un montant en capital total de 250 millions de dollars par Propriétés de Choix.

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	512 \$	144 \$	368 \$	255,6 %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 512 millions de dollars au premier trimestre de 2016, en hausse de 368 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2015, en raison essentiellement de l'amélioration des entrées nettes liées aux activités d'exploitation et de la diminution des entrées d'immobilisations corporelles au premier trimestre de 2016.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières. Propriétés de Choix prévoit obtenir du financement à long terme, en vue de l'acquisition de propriétés faisant augmenter sa valeur, essentiellement en émettant des titres de capitaux propres et des débentures non garanties.

La société se concentre sur la gestion de la structure du capital pour chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter, de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine où il exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016				Au 28 mars 2015				Au 2 janvier 2016			
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total
Dette bancaire	291 \$	— \$	— \$	291 \$	299 \$	— \$	— \$	299 \$	143 \$	— \$	— \$	143 \$
Dette à court terme	—	350	—	350	—	505	—	505	—	550	—	550
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	583	100	1	684	53	392	—	445	584	112	302	998
Dette à long terme	5 985	1 348	3 062	10 395	7 127	993	2 802	10 922	5 968	1 347	2 698	10 013
Titres de participation	—	—	—	—	225	—	—	225	—	—	—	—
Certains autres passifs	32	—	—	32	28	—	—	28	30	—	—	30
Total de la dette	6 891 \$	1 798 \$	3 063 \$	11 752 \$	7 732 \$	1 890 \$	2 802 \$	12 424 \$	6 725 \$	2 009 \$	3 000 \$	11 734 \$

La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	2,0x	2,3x	2,0x

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 26 mars 2016 et au 2 janvier 2016 a diminué comparativement à celui inscrit au 28 mars 2015 en raison essentiellement de la croissance du montant ajusté du BAIIA²⁾ et de la diminution de la dette ciblée en 2015.

Propriétés de Choix gère la structure de son capital de manière à maintenir des paramètres de crédit cadrant avec ceux de fiducies de placement immobilier (« FPI ») dont les notations sont élevées. Propriétés de Choix suit de près les paramètres pertinents au secteur des FPI, ce qui inclut de cibler un ratio de la dette sur le total des actifs approprié.

La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 26 mars 2016 et les ont respectées tout au long du trimestre.

Les objectifs de gestion du capital de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires en matière de capital qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). À la clôture du premier trimestre de 2016, la Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires.

Débetures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme émis au cours des premiers trimestres de 2016 et de 2015 :

			26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix				
– Série G ⁱ⁾	3,20 %	7 mars 2023	250 \$	— \$
– Série H ⁱ⁾	5,27 %	7 mars 2046	100	—
– Série E	2,30 %	14 sept. 2020	—	250
Total des débetures et des billets à moyen terme émis			350 \$	250 \$

i) Les placements ont eu lieu dans le cadre du supplément de prospectus à un prospectus simplifié préalable de base de Propriétés de Choix déposé au quatrième trimestre de 2015.

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés aux premiers trimestres de 2016 et de 2015 :

			26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5				
	3,00 %	7 mars 2016	300 \$	— \$
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			300 \$	— \$

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 26 mars 2016, au 28 mars 2015 et au 2 janvier 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016		Au 28 mars 2015		Au 2 janvier 2016	
	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix	500	16	500	—	500	—
Total des lignes de crédit engagées	1 500 \$	16 \$	1 500 \$	— \$	1 500 \$	— \$

5.3 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle²⁾ et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle²⁾

	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	11,5 %	13,8 %	11,1 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ^{2), i)}	7,8 %	9,9 %	7,6 %

i) Aux fins de ce calcul, le capital s'entend du montant ajusté de la dette, majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les montants entiercés.

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle²⁾ et le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle²⁾ ont diminué au 26 mars 2016 comparativement aux montants inscrits au 28 mars 2015, en raison essentiellement de l'augmentation du capital attribuable à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix. Le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle²⁾ et le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle²⁾ ont augmenté au 26 mars 2016 comparativement aux montants inscrits au 2 janvier 2016, en raison de l'augmentation du bénéfice net et de la diminution de la dette au cours des 12 derniers mois.

5.4 Notation

Au premier trimestre de 2016, Dominion Bond Rating Service a confirmé les notes attribuées à la société et à Propriétés de Choix et a révisé leur tendance, qui est passée de stable à positive dans les deux cas.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débetures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de Propriétés de Choix :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Débetures de premier rang non garanties	BBB	Positive	BBB	s. o.

5.5 Autres sources de financement

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} (« Eagle ») et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants titrisés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	750 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	350	505	550
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 000 \$	1 255 \$	1 200 \$

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme. Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme. Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé une diminution de 200 millions de dollars (diminution de 100 millions de dollars en 2015) de sa participation en copropriété dans les créances titrisées qu'elle détient auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes.

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours. Elle se conformait à cette exigence au 26 mars 2016 et s'y est conformée tout au long du trimestre.

5.6 Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 (12 semaines)		28 mars 2015 (12 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	409 985 226	7 861 \$	412 480 891	7 860 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	731 214	32	404 198	17
Rachetées et annulées	(3 392 000)	(65)	(280 100)	(5)
Émises et en circulation à la clôture de la période	407 324 440	7 828 \$	412 604 989	7 872 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(643 452)	(10) \$	(555 046)	(3) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	(1 250 000)	(24)	(376 403)	(7)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	706 134	12	297 767	1
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 187 318)	(22) \$	(633 682)	(9) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	406 137 122	7 806 \$	411 971 307	7 863 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	409 012 769		411 965 622	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente un résumé des activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	3 392 000	280 100
Contrepartie en trésorerie payée	231 \$	17 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	166	12
Diminution du capital social ordinaire	65	5
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	1 250 000	376 403
Contrepartie en trésorerie payée	90 \$	24 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	66	17
Diminution du capital social ordinaire	24	7

Dans le cadre de ses efforts visant à rembourser du capital aux actionnaires, la société a procédé au rachat et à l'annulation de 3 392 000 actions ordinaires par l'intermédiaire d'ententes privées, pour une contrepartie totale de 231 millions de dollars, ou un prix moyen pondéré de 68,16 \$ par action.

Après la clôture du premier trimestre de 2016, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 401 867 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Après la clôture du premier trimestre de 2016, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,26 \$ par action ordinaire, soit une augmentation de 4,0 %, à payer le 1^{er} juillet 2016 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2016 et un dividende de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2016.

Le tableau qui suit présente un résumé des dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés en 2016 et en 2015 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 ⁱ⁾ (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Dividendes déclarés :		
Action ordinaire – 0,25 \$ par action (0,245 \$ en 2015)	102 \$	101 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A – néant par action (0,37 \$ en 2015) ⁱⁱ⁾	—	3
Action privilégiée de deuxième rang, série B – 0,33 \$ par action (néant en 2015)	3	—
Total des dividendes déclarés	105 \$	104 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,25 \$ par action ordinaire au premier trimestre de 2016 seront payés le 1^{er} avril 2016. Les dividendes déclarés de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au premier trimestre de 2016 seront payés le 31 mars 2016.

ii) Aux fins de la présentation des états financiers, des dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A, de 3 millions de dollars ont été présentés comme composante des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

5.7 Arrangements hors bilan

Lettres de crédit Des lettres de garantie et des lettres de crédit documentaires sont utilisées relativement à certaines obligations liées essentiellement à des opérations immobilières, aux programmes d'avantages sociaux, aux bons de commande et à d'autres garanties de bonne exécution, à la titrisation des créances sur cartes de crédit de la Banque PC et au financement par des tiers offert aux franchisés de la société. Le passif brut éventuel lié aux lettres de crédit de la société s'établit à environ 809 millions de dollars au 26 mars 2016 (565 millions de dollars au 28 mars 2015 et 860 millions de dollars au 2 janvier 2016).

Garanties En plus des lettres de crédit dont il est question ci-dessus, la société a conclu divers accords de garantie, y compris des obligations d'indemnisation de tiers dans le cadre de contrats de location, de cessions d'entreprises et d'autres transactions effectuées dans le cours normal des activités de la société.

Garantie sous forme de trésorerie Au 26 mars 2016, la société avait conclu des ententes en vue de garantir, sous forme de trésorerie, certaines de ses facilités de crédit non engagées jusqu'à concurrence de 147 millions de dollars (144 millions de dollars au 28 mars 2015 et 149 millions de dollars au 2 janvier 2016), dont 2 millions de dollars (6 millions de dollars au 28 mars 2015 et 2 millions de dollars au 2 janvier 2016) ont été déposés auprès de grandes institutions financières et classés comme dépôts de garantie.

6. Instruments financiers

Contrats à terme sur obligations Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a conclu des contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 95 millions de dollars pour couvrir son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt. Ces contrats répondaient aux critères de la comptabilité de couverture à titre de couvertures de flux de trésorerie. Par conséquent, au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, un profit latent lié à la juste valeur négligeable après impôt (néant en 2015), en lien avec ces contrats.

De plus, au premier trimestre de 2016, Propriétés de Choix a conclu et a réglé des contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 300 millions de dollars qui ont donné lieu à un profit réalisé lié à la juste valeur de 3 millions de dollars comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Swaps de taux d'intérêt Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a conclu des swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars pour couvrir son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt. Ces swaps répondaient aux critères de la comptabilité de couverture à titre de couvertures de flux de trésorerie. Par conséquent, au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, un profit latent lié à la juste valeur négligeable après impôt (néant en 2015), en lien avec ces swaps.

7. Résultats par trimestre

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans l'industrie du commerce de détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2016 et 2015 comptaient 52 semaines, tandis que l'exercice 2014 en comptait 53. Lorsqu'un exercice compte 53 semaines, comme c'était le cas pour l'exercice 2014, le quatrième trimestre comporte 13 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines.

Résumé des résultats trimestriels consolidés

Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2014 (13 semaines)	2015 (16 semaines)	2014 (16 semaines)	2015 (12 semaines)	2014 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Produits	10 381 \$	10 048 \$	10 865 \$	11 413 \$	13 946 \$	13 599 \$	10 535 \$	10 307 \$
Bénéfice net (perte nette) disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	193	146	128	247	166	142	185	(456)
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	338	301	363	396	408	371	350	297
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,47 \$	0,35 \$	0,31 \$	0,60 \$	0,40 \$	0,34 \$	0,45 \$	(1,13) \$
Dilué (en dollars)	0,47	0,35	0,31	0,59	0,40	0,34	0,44	(1,13)
Montant ajusté du bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,83 \$	0,73 \$	0,88 \$	0,96 \$	0,99 \$	0,90 \$	0,85 \$	0,74 \$
Dilué (en dollars)	0,82	0,72	0,87	0,95	0,98	0,89	0,84	0,74
Inflation nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	4,3 %	4,6 %	4,1 %	3,5 %	3,8 %	2,8 %	3,9 %	2,5 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	2,0 %	2,0 %	2,4 %	2,4 %	1,3 %	2,6 %	2,1 %	1,8 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	6,3 %	3,1 %	5,0 %	3,8 %	4,9 %	2,5 %	3,8 %	2,5 %

L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw.

Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 17,9 millions de pieds carrés, y compris 18,0 millions de pieds carrés attribuables à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, pour atteindre 69,8 millions de pieds carrés.

Bénéfice net (perte nette) disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les facteurs suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- la 53^e semaine comprise dans le quatrième trimestre de l'exercice 2014;
- l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, compte tenu des ajustements comptables liés à l'acquisition;
- les synergies nettes liées à l'acquisition.

Le bénéfice net (la perte nette) disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net (la perte nette) dilué(e) par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments dont il est question ci-dessus, notamment l'incidence des éléments importants dont il est question à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion, ainsi que par les éléments importants suivants :

- la dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente;
- la modification des ententes de redevances conclues avec les franchisés de certaines bannières;
- la conversion de certains magasins en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives.

8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au premier trimestre de 2016 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 2 janvier 2016 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2015 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2015 ainsi que la notice annuelle 2015 de la société peuvent être consultés à sedar.com. Ces risques et ces stratégies de gestion des risques demeurent inchangés.

10. Normes comptables

La société a mis en œuvre les modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, au premier trimestre de 2016, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

11. Perspectives³⁾

Loblaw demeure concentrée sur son cadre stratégique, qui vise à lui permettre d'avoir la meilleure offre dans les domaines des produits d'alimentation, de santé et de beauté, d'assurer l'excellence au chapitre de l'exploitation et de générer de la croissance. Ce cadre stratégique repose sur une stratégie financière axée sur le maintien d'affaires stables. Cette stratégie vise un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et une marge brute stable, la génération d'efficacités, la réalisation de synergies découlant de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix par la société et le remboursement de capital aux actionnaires. La société prévoit ce qui suit pour 2016 :

- la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et d'une marge brute stable pour son secteur Vente au détail dans un marché de l'alimentation hautement concurrentiel, malgré les pressions négatives persistantes exercées par la réforme du réseau de la santé;
- l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net;
- l'affectation d'environ 1,3 milliard de dollars au titre des dépenses d'investissement, dont 1,0 milliard de dollars pour son secteur Vente au détail;
- le remboursement de capital aux actionnaires au moyen de l'affectation d'une fraction importante des flux de trésorerie disponibles au rachat d'actions.

12. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail, le BAIIA, le montant ajusté du BAIIA, le montant ajusté de la marge du BAIIA, le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières, le montant ajusté de l'impôt sur le résultat, le montant ajusté du taux d'impôt, le montant ajusté du bénéfice net, le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire, les flux de trésorerie disponibles, le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle, ainsi que, dans le cas de Propriétés de Choix, le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et de la marge brute du secteur Vente au détail. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail, divisé par le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. La société considère le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Marge brute du secteur Vente au détail	2 776 \$	2 624 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Charges de restructuration et autres charges connexes	1	—
Montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail	2 777 \$	2 624 \$

BAIIA, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA »), du montant ajusté du BAIIA et du montant ajusté du résultat d'exploitation avec le bénéfice d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR qui est présenté dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)					2015 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					196 \$					146 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					(9)					—
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					157					192
Impôt sur le résultat					92					76
Bénéfice d'exploitation	393 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	436 \$	370 \$	42 \$	127 \$	(125) \$	414 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	362	3	—	3	368	364	3	—	3	370
BAIIA	755 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	804 \$	734 \$	45 \$	127 \$	(122) \$	784 \$
Bénéfice d'exploitation	393 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	436 \$	370 \$	42 \$	127 \$	(125) \$	414 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	124	—	—	—	124	124	—	—	—	124
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	10	—	—	—	10	(12)	—	—	—	(12)
Avis de cotisation lié à un exercice précédent	10	—	—	—	10	—	—	—	—	—
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises	2	—	—	—	2	3	—	—	—	3
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Charges de restructuration et autres charges connexes	1	—	—	—	1	12	—	—	—	12
Coûts liés à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, déduction faite de l'incidence des opérations de dessaisissement	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Montant ajusté du résultat d'exploitation	542 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	585 \$	499 \$	42 \$	127 \$	(125) \$	543 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	362	3	—	3	368	364	3	—	3	370
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(124)	—	—	—	(124)	(124)	—	—	—	(124)
Montant ajusté du BAIIA	780 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	829 \$	739 \$	45 \$	127 \$	(122) \$	789 \$

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée et ont été comptabilisées dans les frais de vente et charges générales et administratives. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 550 millions de dollars pour les huit prochains exercices et diminuera par la suite.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Avis de cotisation lié à un exercice précédent Au premier trimestre de 2016, la province d'Ontario a adopté des modifications rétroactives à la *Loi sur les droits de cession immobilière*. Ces modifications s'appliquaient aux cessions immobilières entre deux parties liées ayant eu lieu le 19 juillet 1989 ou après cette date. Ces modifications ont eu une incidence sur certaines cessions immobilières entre la société et Propriétés de Choix au moment du premier appel public à l'épargne, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives du secteur Vente au détail au premier trimestre de 2016.

Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises Chaque date de clôture, la société évalue s'il y a ou non dépréciation et, au besoin, inscrit des pertes de valeur ou des reprises de pertes de valeur comptabilisées précédemment au titre de la valeur comptable de ses immobilisations corporelles, de ses immeubles de placement et de ses immobilisations incorporelles.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société procède à plusieurs achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés. Ces activités visent à réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et à atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de diminution des coûts et ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Coûts liés à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, déduction faite de l'incidence des opérations de dessaisissement Au premier trimestre de 2015, la société a conclu toutes les opérations de dessaisissement restantes exigées par le Bureau de la concurrence et a comptabilisé une perte de 2 millions de dollars sur les opérations de dessaisissement.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières qui sont présentées dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157 \$	192 \$
Déduire l'incidence des éléments suivants :		
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	32	58
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	3
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	125 \$	131 \$

Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie La société est exposée aux fluctuations du cours de marché en raison des parts qui sont détenues par d'autres porteurs de parts que la société. Ces parts sont présentées à titre de passif au bilan consolidé résumé intermédiaire non audité de la société, puisqu'elles sont rachetables contre trésorerie au gré des porteurs, sous réserve de certaines restrictions. Ce passif est comptabilisé à la juste valeur chaque date de présentation de l'information financière selon le cours de marché des parts à la clôture de chaque période. Une augmentation (diminution) du cours de marché des parts de fiducie entraîne une augmentation (diminution) des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Amortissement accéléré des coûts de financement différés La société comptabilise des charges liées à l'amortissement accéléré des coûts de financement différés par suite de remboursements anticipés effectués sur la dette.

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	585 \$	543 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	125	131
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	460 \$	412 \$
Impôt sur le résultat	92 \$	76 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	39	35
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	(3)	—
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	128 \$	111 \$
Taux d'impôt effectif	33,0 %	34,2 %
Montant ajusté du taux d'impôt	27,8 %	26,9 %

- i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté ci-dessus.
ii) Voir le tableau portant sur le BAIIA, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Le montant ajusté du taux d'impôt correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux et fédéral des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou d'un avantage sur les bénéficiaires. La société applique toute modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi. Cette augmentation a été promulguée au premier trimestre et le taux est passé de 12 % à 14 % en date du 1^{er} avril 2016. Par conséquent, Loblaw a comptabilisé une charge liée à la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net et montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire La société considère le montant ajusté du bénéfice net et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire et du bénéfice net dilué par action ordinaire établi conformément aux PCGR et présenté pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015.

(en dollars, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,47 \$	0,35 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	0,22	0,22
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ⁱ⁾	0,08	0,14
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	0,02	(0,02)
Avis de cotisation lié à un exercice précédent	0,02	—
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	0,01	—
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	0,02
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	0,01
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire	0,82 \$	0,72 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	412,6	416,1
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (en millions de dollars canadiens)	341 \$	301 \$
Moins : dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social (en millions de dollars canadiens)	(3)	—
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société (en millions de dollars canadiens)	338 \$	301 \$

i) Les profits ou les pertes au titre de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ne sont pas assujettis à l'impôt.

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et des mesures conformes aux PCGR pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	813 \$	517 \$
Moins :		
Dépenses d'investissement	157	231
Intérêts payés	144	142
Flux de trésorerie disponibles	512 \$	144 \$

Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix et des mesures conformes aux PCGR pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015. La société est d'avis que le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation est une mesure utile pour l'évaluation de la performance économique et de la capacité de Propriétés de Choix à verser des distributions.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Perte nette	(132) \$	(211) \$
Ajustements de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite	181	254
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement	14	1
Ajustements de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts	1	—
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement détenus dans la coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(14)	—
Distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite	53	50
Fonds provenant des activités d'exploitation	103 \$	94 \$
Produits locatifs comptabilisés sur une base linéaire	(9)	(9)
Amortissement des charges financières	(1)	—
Charge de rémunération fondée sur des parts	1	—
Dépenses d'investissement de maintien liées aux immeubles et à la location, montant normalisé ⁱ⁾	(11)	(10)
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation	83 \$	75 \$

i) Le caractère saisonnier a une incidence sur le calendrier des dépenses d'investissement. Le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation a été ajusté pour tenir compte de ce facteur afin de faciliter la comparaison entre les trimestres.

13. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 3 mai 2016
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2015 de la société à la page 135.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR ».
 - 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
 - 4) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes le 31 mars 2016 et le 31 mars 2015, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », et la note 20, « Informations sectorielles », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2016 de la société.
 - 5) L'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail en 2015 ne tient pas compte non plus de l'incidence négative d'un changement apporté au modèle de distribution d'un fournisseur de produits du tabac, qui n'a pas influé sur les résultats de la période à l'étude.
-

Résultats financiers

États consolidés résumés des résultats	29
États consolidés résumés du résultat global	30
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	31
Bilans consolidés résumés	32
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	33
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	34
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	34
Note 2. Principales méthodes comptables	34
Note 3. Acquisitions d'entreprises	34
Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	35
Note 5. Impôt sur le résultat	35
Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	36
Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	36
Note 8. Créances sur cartes de crédit	37
Note 9. Stocks	37
Note 10. Autres actifs	37
Note 11. Dette à court terme	37
Note 12. Dette à long terme	38
Note 13. Autres passifs	40
Note 14. Capital social	40
Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	41
Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	43
Note 17. Instruments financiers	44
Note 18. Passifs éventuels	46
Note 19. Charges de restructuration et autres charges connexes	47
Note 20. Informations sectorielles	48
Sommaire financier	50

États consolidés résumés des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Produits	10 381 \$	10 048 \$
Coût des marchandises vendues	7 394	7 221
Frais de vente et charges générales et administratives	2 551	2 413
Bénéfice d'exploitation	436 \$	414 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	157	192
Bénéfice avant impôt sur le résultat	279 \$	222 \$
Impôt sur le résultat (note 5)	92	76
Bénéfice net	187 \$	146 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires de la société	196 \$	146 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(9)	—
Bénéfice net	187 \$	146 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)		
De base	0,47 \$	0,35 \$
Dilué	0,47 \$	0,35 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 6)		
De base	409,0	412,0
Dilué	412,6	416,1

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Bénéfice net	187 \$	146 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments reclassés en résultat net ou qui pourraient l'être ultérieurement :		
Profit de change	4 \$	7 \$
Perte latente sur les couvertures de flux de trésorerie (note 17)	(2)	—
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :		
Pertes actuarielles nettes au titre des régimes à prestations définies (note 16)	(82)	(15)
Autres éléments du résultat global	(80) \$	(8) \$
Résultat global total	107 \$	138 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires de la société	116 \$	138 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(9)	—
Résultat global total	107 \$	138 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social privilégié	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 2 janvier 2016	221 \$	7 851 \$	4 954 \$	102 \$	23 \$	13 \$	13 164 \$
Bénéfice net (perte nette)	— \$	— \$	196 \$	— \$	— \$	(9) \$	187 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	(82)	—	2	—	(80)
Résultat global total	— \$	— \$	114 \$	— \$	2 \$	(9) \$	107 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	—	(65)	(166)	—	—	—	(231)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	—	32	(17)	(24)	—	—	(9)
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	—	(24)	(66)	—	—	—	(90)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	—	12	33	—	—	—	45
Dividendes déclarés (note 14)	—	—	(105)	—	—	—	(105)
Apport des participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	2	2
	— \$	(45) \$	(207) \$	(24) \$	2 \$	(7) \$	(281) \$
Solde au 26 mars 2016	221 \$	7 806 \$	4 747 \$	78 \$	25 \$	6 \$	12 883 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social privilégié	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 3 janvier 2015	— \$	7 857 \$	4 810 \$	104 \$	8 \$	8 \$	12 787 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	146 \$	— \$	— \$	— \$	146 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	(15)	—	7	—	(8)
Résultat global total	— \$	— \$	131 \$	— \$	7 \$	— \$	138 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	—	(5)	(12)	—	—	—	(17)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	—	17	(1)	—	—	—	16
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	—	(7)	(17)	—	—	—	(24)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	—	1	11	—	—	—	12
Dividendes déclarés (note 14)	—	—	(101)	—	—	—	(101)
	— \$	6 \$	11 \$	— \$	7 \$	— \$	24 \$
Solde au 28 mars 2015	— \$	7 863 \$	4 821 \$	104 \$	15 \$	8 \$	12 811 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	1 243 \$	1 013 \$	1 018 \$
Placements à court terme (note 7)	70	44	64
Créances	1 164	1 227	1 325
Créances sur cartes de crédit (note 8)	2 594	2 478	2 790
Stocks (note 9)	4 208	4 411	4 322
Impôt sur le résultat recouvrable	—	52	—
Charges payées d'avance et autres actifs	240	214	265
Actifs détenus en vue de la vente	52	14	71
Total des actifs courants	9 571 \$	9 453 \$	9 855 \$
Immobilisations corporelles	10 336	10 297	10 480
Immeubles de placement	225	186	160
Immobilisations incorporelles	9 059	9 533	9 164
Goodwill	3 366	3 325	3 362
Actifs d'impôt différé	131	156	132
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés (note 17)	314	388	329
Autres actifs (note 10)	365	318	457
Total des actifs	33 367 \$	33 656 \$	33 939 \$
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire	291 \$	299 \$	143 \$
Fournisseurs et autres passifs	4 793	4 680	5 106
Provisions	110	78	127
Impôt sur le résultat à payer	91	—	82
Dette à court terme (note 11)	350	505	550
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 12)	684	445	998
Participation des pharmaciens-propriétaires	213	187	216
Titres de participation	—	225	—
Total des passifs courants	6 532 \$	6 419 \$	7 222 \$
Provisions	124	77	131
Dette à long terme (note 12)	10 395	10 922	10 013
Passif lié aux parts de fiducie (note 17)	858	784	821
Passifs d'impôt différé	1 784	1 837	1 834
Autres passifs (note 13)	791	806	754
Total des passifs	20 484 \$	20 845 \$	20 775 \$
Capitaux propres			
Capital social privilégié	221 \$	— \$	221 \$
Capital social ordinaire (note 14)	7 806	7 863	7 851
Résultats non distribués	4 747	4 821	4 954
Surplus d'apport (note 15)	78	104	102
Cumul des autres éléments du résultat global	25	15	23
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 877 \$	12 803 \$	13 151 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	6	8	13
Total des capitaux propres	12 883 \$	12 811 \$	13 164 \$
Total des passifs et des capitaux propres	33 367 \$	33 656 \$	33 939 \$

Passifs éventuels (note 18).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	187 \$	146 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Impôt sur le résultat (note 5)	92	76
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	157	192
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	368	370
Perte de valeur nette des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	2	3
(Profit) perte sur la sortie d'actifs	3	(1)
	809 \$	786 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(137)	(302)
Variation des créances sur cartes de crédit (note 8)	196	152
Impôt sur le résultat payé	(102)	(135)
Intérêts perçus	2	2
Autres	45	14
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	813 \$	517 \$
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(92) \$	(204) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles	(65)	(27)
Trésorerie reprise à la consolidation initiale des franchises (note 3)	15	—
Variation des placements à court terme (note 7)	(6)	(23)
Produit de la sortie d'actifs	16	11
Autres	(2)	(28)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(134) \$	(271) \$
Activités de financement		
Variation de la dette bancaire	148 \$	137 \$
Variation de la dette à court terme (note 11)	(200)	(100)
Dette à long terme (note 12)		
Émise	390	255
Remboursée	(342)	(356)
Intérêts payés	(144)	(142)
Capital social ordinaire		
Émis (note 15)	27	14
Racheté et détenu en fiducie (note 14)	(90)	(24)
Racheté et annulé (note 14)	(231)	(17)
Autres	(7)	(6)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(449) \$	(239) \$
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5) \$	7 \$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	225 \$	14 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 018	999
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 243 \$	1 013 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 26 mars 2016 et le 28 mars 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw limitée, société ouverte canadienne constituée en 1956, est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »). Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services bancaires aux particuliers, des services de cartes de crédit ainsi que des produits et services d'assurance et de téléphonie mobile. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés.

L'actionnaire détenant le contrôle de la société est George Weston limitée (« Weston »), qui détient environ 46 % des actions ordinaires en circulation de la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter : Vente au détail, Services financiers et Propriétés de Choix (voir la note 20).

Pendant les périodes intermédiaires, les activités de la société sont touchées par leur caractère saisonnier et le calendrier des jours fériés. Par conséquent, la performance trimestrielle n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle. La société a toujours dégagé davantage de produits au quatrième trimestre qu'aux trimestres précédents de son exercice.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables ainsi que les estimations et jugements critiques décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de 2015 de la société ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens.

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière et la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2015 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 3 mai 2016.

Normes comptables mises en œuvre en 2016

La société a mis en œuvre les modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, au premier trimestre de 2016, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Note 3. Acquisitions d'entreprises

Consolidation de franchises La société consolide certaines de ses franchises à la date à laquelle le franchisé a conclu un nouveau contrat de franchise avec la société. Les actifs acquis et les passifs repris par suite de la consolidation ont été évalués à la date d'acquisition au moyen des justes valeurs qui se rapprochent des justes valeurs des franchises à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation des franchises acquises ont été inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition. Au 26 mars 2016, la société n'avait pas encore arrêté la répartition du prix d'achat de ces acquisitions.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants comptabilisés au titre des actifs acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition au cours des périodes closes aux dates indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Actif net acquis :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 \$	— \$
Stocks	21	—
Immobilisations corporelles	11	—
Fournisseurs et autres passifs ⁱ⁾	(22)	—
Autres passifs ⁱ⁾	(16)	—
Participations ne donnant pas le contrôle	(9)	—
Total de l'actif net acquis	— \$	— \$

i) À la consolidation, les fournisseurs et autres passifs et les autres passifs sont éliminés des créances, des créances liées à des prêts consentis à des franchisés et des placements dans des franchises qui sont détenus par la société.

Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières :		
Dettes à long terme	107 \$	112 \$
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	7	9
Distributions sur les parts de fiducie	12	11
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme (note 16)	4	3
Fiducies de financement indépendantes	3	4
Dividendes sur les titres de participation	—	3
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie (note 17)	32	58
Dettes bancaires	1	—
Intérêts inscrits à l'actif	(1)	(1)
	165 \$	199 \$
Produits d'intérêts :		
Produits de désactualisation	(3) \$	(7) \$
Produits d'intérêts à court terme	(2)	—
Instruments financiers dérivés (note 17)	(3)	—
	(8) \$	(7) \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157 \$	192 \$

Note 5. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 92 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (76 millions de dollars en 2015) et le taux d'impôt effectif, à 33,0 % (34,2 % en 2015). La diminution du taux d'impôt effectif comparativement au premier trimestre de 2015 est essentiellement attribuable à la diminution de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, contrebalancée par une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta de 10 % à 12 % qui a été promulguée au deuxième trimestre de 2015 et par l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	196 \$	146 \$
Dividendes sur les actions privilégiées dans les capitaux propres	(3)	—
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	193 \$	146 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 14)	409,0	412,0
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (en millions)	3,2	3,6
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	0,4	0,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	412,6	416,1
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,35 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,47 \$	0,35 \$

Au total, 2 668 529 instruments potentiellement dilutifs (10 533 262 en 2015) ont été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie se présentent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Trésorerie	585 \$	522 \$	352 \$
Équivalents de trésorerie :			
Bons du Trésor	222	478	208
Acceptations bancaires	214	12	213
Papier commercial de sociétés	222	1	96
Dépôts bancaires à terme	—	—	129
Titres d'État	—	—	20
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 243 \$	1 013 \$	1 018 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Bons du Trésor	61 \$	30 \$	60 \$
Acceptations bancaires	6	12	2
Papier commercial de sociétés	1	1	—
Autres	2	1	2
Total des placements à court terme	70 \$	44 \$	64 \$

Dépôts de garantie

Au 26 mars 2016, la société avait conclu des ententes en vue de garantir, sous forme de trésorerie, certaines de ses facilités de crédit non engagées jusqu'à concurrence de 147 millions de dollars (144 millions de dollars au 28 mars 2015 et 149 millions de dollars au 2 janvier 2016), dont 2 millions de dollars (6 millions de dollars au 28 mars 2015 et 2 millions de dollars au 2 janvier 2016) ont été déposés auprès de grandes institutions financières. Ce montant a été classé comme dépôt de garantie et inscrit dans les autres actifs (note 10).

Note 8. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Créances sur cartes de crédit, montant brut	2 647 \$	2 529 \$	2 844 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(53)	(51)	(54)
Créances sur cartes de crédit	2 594 \$	2 478 \$	2 790 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	750 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	350	505	550

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} (« Eagle ») et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme (voir la note 12). Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme (voir la note 11). Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé une diminution de 200 millions de dollars (diminution de 100 millions de dollars en 2015) de sa participation en copropriété dans les créances titrisées qu'elle détient auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes.

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 26 mars 2016 et s'y est conformée tout au long du trimestre.

Note 9. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 26 mars 2016, la société a inscrit une charge de 32 millions de dollars (22 millions de dollars au 28 mars 2015) au titre de la dépréciation des stocks pour en ramener le coût sous la valeur nette de réalisation. Cette diminution de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dépréciés aux premiers trimestres de 2016 et de 2015.

Note 10. Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Placements divers et autres créances	112 \$	142 \$	119 \$
Actif au titre des prestations constituées	103	87	190
Participations dans des coentreprises	9	7	9
Autres	141	82	139
Autres actifs	365 \$	318 \$	457 \$

Note 11. Dette à court terme

L'encours de la dette à court terme de 350 millions de dollars (505 millions de dollars au 28 mars 2015 et 550 millions de dollars au 2 janvier 2016) se rapporte aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes avec droit de recours (voir la note 8).

Au 26 mars 2016, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur des autres fiducies de titrisation indépendantes s'établissait à 38 millions de dollars (52 millions de dollars au 28 mars 2015 et 56 millions de dollars au 2 janvier 2016), soit 11 % (10 % au 28 mars 2015 et 10 % au 2 janvier 2016) du montant des créances sur cartes de crédit titrisées.

Note 12. Dette à long terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Débetures et billets à moyen terme	8 083 \$	7 821 \$	8 035 \$
Facilités de crédit à terme non garanties	298	1 022	298
Dette à long terme garantie par une hypothèque	82	85	82
Certificats de placement garanti	798	635	809
Fiducie de titrisation indépendante (note 8)	650	750	650
Fiducies de financement indépendantes	547	496	529
Obligations découlant de contrats de location-financement	630	587	629
Facilités de crédit engagées	16	—	—
Coûts de transaction et autres	(25)	(29)	(21)
Total de la dette à long terme	11 079 \$	11 367 \$	11 011 \$
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	684	445	998
Dette à long terme	10 395 \$	10 922 \$	10 013 \$

Débetures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme émis au cours des premiers trimestres de 2016 et de 2015 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	26 mars 2016 (12 semaines) Montant en capital	28 mars 2015 (12 semaines) Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix				
– Série G ⁱ⁾	3,20 %	7 mars 2023	250 \$	— \$
– Série H ⁱ⁾	5,27 %	7 mars 2046	100	—
– Série E	2,30 %	14 septembre 2020	—	250
Total des débetures et des billets à moyen terme émis			350 \$	250 \$

i) Les placements ont eu lieu dans le cadre du supplément de prospectus à un prospectus simplifié préalable de base de Propriétés de Choix déposé au quatrième trimestre de 2015.

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés aux premiers trimestres de 2016 et de 2015 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	26 mars 2016 (12 semaines) Montant en capital	28 mars 2015 (12 semaines) Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de série 5 de Propriétés de Choix	3,00 %	7 mars 2016	300 \$	— \$
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			300 \$	— \$

Facilités de crédit à terme non garanties Les facilités de crédit à terme non garanties comportent certaines clauses restrictives de nature financière que la société respectait au 26 mars 2016 et qu'elle a respectées tout au long du trimestre.

Certificats de placement garanti Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées à l'émission de certificats de placement garanti (les « CPG ») de la Banque PC, si l'on ne tient pas compte des commissions, pour les premiers trimestres de 2016 et de 2015 :

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Solde à l'ouverture de la période	809 \$	634 \$
CPG émis	6	5
CPG arrivés à échéance	(17)	(4)
Solde à la clôture de la période	798 \$	635 \$

Fiducie de titrisation indépendante Les billets émis par *Eagle* sont des billets à moyen terme garantis par les créances sur cartes de crédit de la Banque PC (voir la note 8). Au 26 mars 2016, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur d'*Eagle* s'établissait à 36 millions de dollars (68 millions de dollars au 28 mars 2015 et 36 millions de dollars au 2 janvier 2016), ce qui représentait 9 % (9 % au 28 mars 2015 et au 2 janvier 2016) des billets en cours d'*Eagle* émis avant 2015.

Fiducies de financement indépendantes Au 26 mars 2016, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 547 millions de dollars (496 millions de dollars au 28 mars 2015 et 529 millions de dollars au 2 janvier 2016) sur la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes.

La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes de 58 millions de dollars (52 millions de dollars au 28 mars 2015 et 53 millions de dollars au 2 janvier 2016), correspondant à au moins 10 % (10 % au 28 mars 2015 et au 2 janvier 2016) du principal des prêts en cours.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 26 mars 2016, au 28 mars 2015 et au 2 janvier 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016		Au 28 mars 2015		Au 2 janvier 2016	
	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriété de Choix	500	16	500	—	500	—
Total des lignes de crédit engagées	1 500 \$	16 \$	1 500 \$	— \$	1 500 \$	— \$

Tranche à moins d'un an de la dette à long terme Le tableau qui suit présente un résumé de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Débiteures et billets à moyen terme	525 \$	— \$	825 \$
Dette à long terme garantie par une hypothèque	4	3	5
CPG	100	42	112
Fiducies de titrisation indépendantes	—	350	—
Obligations découlant de contrats de location-financement	55	50	56
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	684 \$	445 \$	998 \$

Note 13. Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	351 \$	340 \$	312 \$
Obligation au titre des autres avantages du personnel à long terme	116	116	116
Obligation différée découlant d'un contrat de location	105	86	101
Juste valeur des contrats de location acquis	87	101	90
Passif au titre de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (note 15)	7	8	5
Autres	125	155	130
Autres passifs	791 \$	806 \$	754 \$

Note 14. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 (12 semaines)		28 mars 2015 (12 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	409 985 226	7 861 \$	412 480 891	7 860 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	731 214	32	404 198	17
Rachetées et annulées	(3 392 000)	(65)	(280 100)	(5)
Émises et en circulation à la clôture de la période	407 324 440	7 828 \$	412 604 989	7 872 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(643 452)	(10) \$	(555 046)	(3) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	(1 250 000)	(24)	(376 403)	(7)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR (note 15)	706 134	12	297 767	1
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 187 318)	(22) \$	(633 682)	(9) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	406 137 122	7 806 \$	411 971 307	7 863 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	409 012 769		411 965 622	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente un résumé des activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	3 392 000	280 100
Contrepartie en trésorerie payée	231 \$	17 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	166	12
Diminution du capital social ordinaire	65	5
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	1 250 000	376 403
Contrepartie en trésorerie payée	90 \$	24 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	66	17
Diminution du capital social ordinaire	24	7

Après la clôture du premier trimestre de 2016, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 401 867 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Le tableau qui suit présente un résumé des dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés en 2016 et en 2015 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	26 mars 2016 ⁱ⁾ (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Dividendes déclarés:		
Action ordinaire – 0,25 \$ par action (0,245 \$ en 2015)	102 \$	101 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A – néant par action (0,37 \$ en 2015) ⁱⁱ⁾	—	3
Action privilégiée de deuxième rang, série B – 0,33 \$ par action (néant en 2015)	3	—
Total des dividendes déclarés	105 \$	104 \$

- i) Les dividendes déclarés de 0,25 \$ par action ordinaire au premier trimestre de 2016 seront payés le 1^{er} avril 2016. Les dividendes déclarés de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au premier trimestre de 2016 seront payés le 31 mars 2016.
- ii) Aux fins de la présentation des états financiers, des dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A, de 3 millions de dollars ont été présentés comme composante des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Après la clôture du premier trimestre de 2016, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,26 \$ par action ordinaire, soit une augmentation de 4,0 %, à payer le 1^{er} juillet 2016 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2016 et un dividende de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2016.

Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres

La charge de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, qui comprend les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants de Loblaw et les régimes de rémunération fondée sur des parts de Propriétés de Choix, s'est établie à 16 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (17 millions de dollars en 2015) et a été comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société a été inscrite aux bilans consolidés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Fournisseurs et autres passifs	4 \$	2 \$	4 \$
Autres passifs (note 13)	7	8	5
Surplus d'apport	78	104	102

Les régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société sont présentés en détail ci-dessous :

Régime d'options sur actions L'activité du régime d'options sur actions de Loblaw se résume comme suit :

(Nombre d'options)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Options en cours à l'ouverture de la période	7 411 405	8 364 884
Attribution	1 270 919	1 515 031
Exercice	(731 214)	(404 198)
Renonciation/annulation	(64 635)	(48 219)
Options en cours à la clôture de la période	7 886 475	9 427 498

Au premier trimestre de 2016, la société a attribué des options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 68,94 \$ (63,49 \$ en 2015). De plus, la société a émis des actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions à un cours de marché moyen pondéré de 69,49 \$ par action au premier trimestre de 2016 (63,21 \$ en 2015) pour une contrepartie en trésorerie de 27 millions de dollars (14 millions de dollars en 2015).

La juste valeur des options sur actions attribuées au premier trimestre de 2016 était de 13 millions de dollars (13 millions de dollars en 2015). Le tableau qui suit présente les hypothèses qui ont été utilisées pour évaluer la juste valeur à la date d'attribution des options attribuées en 2016 et en 2015 au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à la date d'attribution :

	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Taux de rendement en dividende attendu	1,4 %	1,6 %
Volatilité attendue du cours de l'action	18,5 % – 18,9 %	18,8 % – 20,1 %
Taux d'intérêt sans risque	0,6 % – 0,9 %	0,8 % – 1,1 %
Durée de vie attendue des options	3,9 – 6,3 ans	3,9 – 6,3 ans

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée au régime d'options sur actions. Un taux de renonciation de 10,0 % (11,0 % au 28 mars 2015) a été appliqué au 26 mars 2016.

Régime d'unités d'actions temporairement incessibles L'activité du régime d'UATI de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
UATI à l'ouverture de la période	887 792	1 462 790
Attribution	234 476	249 711
Règlement	(238 432)	(244 807)
Renonciation	(2 977)	(28 834)
UATI à la clôture de la période	880 859	1 438 860

La juste valeur des UATI attribuées s'est établie à 16 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (16 millions de dollars en 2015).

Régime d'unités d'actions au rendement L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
UAR à l'ouverture de la période	1 100 356	1 019 304
Attribution	370 262	238 757
Règlement	(468 202)	(53 310)
Renonciation	(755)	(73 427)
UAR à la clôture de la période	1 001 661	1 131 324

La juste valeur des UAR attribuées s'est établie à 14 millions de dollars au premier trimestre de 2016 (15 millions de dollars en 2015).

Règlement des attributions à même les actions détenues en fiducie La société a procédé au règlement de 706 634 UATI et UAR au premier trimestre de 2016 (298 117 en 2015), dont une tranche de 706 134 (297 767 en 2015) a été réglée par l'intermédiaire des fiducies établies en vue du règlement de chacun des régimes d'UATI et d'UAR (voir la note 14).

Les règlements au premier trimestre de 2016 ont donné lieu à une augmentation nette de 16 millions de dollars (10 millions de dollars en 2015) des résultats non distribués et à une augmentation de 12 millions de dollars du capital social ordinaire (1 million de dollars en 2015).

Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les charges et les pertes actuarielles au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme ont été comptabilisées comme suit au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisées dans le bénéfice d'exploitation	43 \$	38 \$
Charges au titre des autres avantages du personnel à long terme comptabilisées dans le bénéfice d'exploitation	5	4
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies inclus dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	4	3
Pertes actuarielles avant impôt sur le résultat comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	112	21

Les pertes actuarielles comptabilisées au premier trimestre de 2016 sont principalement imputables à la diminution des taux d'actualisation et aux rendements des actifs moins élevés que prévu. Les pertes actuarielles comptabilisées au premier trimestre de 2015 étaient principalement imputables à la diminution des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les rendements des actifs plus élevés que prévu.

Note 17. Instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et les passifs financiers, à l'exclusion de ceux qui sont classés comme étant au coût amorti et qui sont par nature à court terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016				Au 28 mars 2015				Au 2 janvier 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers :												
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 021 \$	222 \$	— \$	1 243 \$	1 012 \$	1 \$	— \$	1 013 \$	922 \$	96 \$	— \$	1 018 \$
Placements à court terme	67	3	—	70	42	2	—	44	62	2	—	64
Dépôts de garantie	2	—	—	2	6	—	—	6	2	—	—	2
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	—	—	314	314	—	—	388	388	—	—	329	329
Certains autres actifs ⁱ⁾	24	2	49	75	26	31	69	126	25	2	59	86
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	—	11	4	15	—	19	—	19	—	37	—	37
Passifs financiers :												
Titres de participation ⁱⁱ⁾	—	—	—	—	231	—	—	231	—	—	—	—
Dette à long terme	—	12 178	—	12 178	—	12 671	—	12 671	—	12 003	—	12 003
Passif lié aux parts de fiducie	858	—	—	858	784	—	—	784	821	—	—	821
Certains autres passifs ⁱ⁾	—	—	19	19	—	—	28	28	—	—	20	20
Dérivés inclus dans les fournisseurs et autres passifs	5	—	—	5	—	8	4	12	6	—	7	13

i) Certains autres actifs et certains autres passifs sont inscrits au bilan consolidé sous le poste Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

ii) En 2015, la société a racheté ses titres de participation d'une valeur de 225 millions de dollars, somme qui correspond à la totalité des actions privilégiées de deuxième rang, série A, en circulation. Au 28 mars 2015, les titres de participation étaient classés dans les passifs non courants.

Les valeurs comptables des instruments financiers de la société se rapprochent de leur juste valeur, à l'exception de celle des titres de créance et de participation à long terme.

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période présentée.

Au premier trimestre de 2016, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte de 5 millions de dollars (profit de 3 millions de dollars en 2015) sur les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, au premier trimestre de 2016, une perte nette de 32 millions de dollars (perte nette de 38 millions de dollars en 2015) a été comptabilisée dans le bénéfice avant impôt sur le résultat au titre des instruments financiers devant être classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Créances liées aux prêts consentis à des franchisés et placements dans des franchises La valeur des créances liées aux prêts consentis à des franchisés de Loblaw de 314 millions de dollars (388 millions de dollars au 28 mars 2015 et 329 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été comptabilisée au bilan consolidé. En 2016, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte négligeable (perte négligeable en 2015) au titre des créances liées à ces prêts.

La valeur des placements dans des franchises de Loblaw de 44 millions de dollars (63 millions de dollars au 28 mars 2015 et 54 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été comptabilisée dans les autres actifs. Au premier trimestre de 2016, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte négligeable (perte de 2 millions de dollars en 2015) au titre de ces placements.

Placements dans des titres La Banque PC a acquis certains placements à long terme et les a désignés comme étant des actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Au 26 mars 2016, la juste valeur de ces placements, à savoir 24 millions de dollars (26 millions de dollars au 28 mars 2015 et 25 millions de dollars au 2 janvier 2016), a été inscrite dans les autres actifs. Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, un profit latent négligeable (perte négligeable au 28 mars 2015) lié à la juste valeur, en lien avec ces placements.

Passif lié aux parts de fiducie Au 26 mars 2016, la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 858 millions de dollars (784 millions de dollars au 28 mars 2015 et 821 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été comptabilisée au bilan consolidé. Au premier trimestre de

2016, la société a comptabilisé une perte liée à la juste valeur de 32 millions de dollars (58 millions de dollars en 2015) dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières au titre des parts de fiducie de Propriétés de Choix (les « parts ») (note 4).

Au 26 mars 2016, 69 849 360 parts étaient détenues par d'autres porteurs de parts que la société (68 179 137 au 28 mars 2015 et 69 453 817 au 2 janvier 2016) et la société détenait une participation véritable de 82,9 % (82,8 % au 28 mars 2015 et 83,0 % au 2 janvier 2016) dans Propriétés de Choix.

Dérivés incorporés Les instruments financiers de niveau 3 classés à la juste valeur par le biais du résultat net consistent en des dérivés incorporés à des bons de commande qui ne sont libellés ni en dollars canadiens ni dans la monnaie fonctionnelle du fournisseur. Ces dérivés sont évalués selon une approche par le marché qui est fondée sur l'écart entre les cours de change et le moment du règlement. Le coût des bons de commande constitue la principale donnée non observable utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Une fluctuation importante à la hausse (à la baisse) de n'importe quelle donnée d'entrée pourrait entraîner une augmentation (une diminution) importante de la juste valeur.

Au 26 mars 2016, la juste valeur des dérivés de change incorporés classés au niveau 3 qui a été inscrite dans les charges payées d'avance et autres actifs s'établissait à 4 millions de dollars (4 millions de dollars au 28 mars 2015 dans les fournisseurs et autres passifs et 7 millions de dollars au 2 janvier 2016 dans les fournisseurs et autres passifs). Au premier trimestre de 2016, un profit de 11 millions de dollars (profit négligeable en 2015) a été inscrit dans le résultat d'exploitation. Au 26 mars 2016, une augmentation (diminution) des cours de change de 1 % aurait donné lieu à un profit lié à la juste valeur (une perte liée à la juste valeur) de 2 millions de dollars.

Autres dérivés La société a également recours à d'autres dérivés financiers, notamment des contrats de change à terme, des contrats à terme normalisés et des contrats d'options sur carburant négociés en bourse, qui sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Au premier trimestre de 2016, la société a inscrit, dans le résultat d'exploitation, une perte nette liée à la juste valeur de 13 millions de dollars (profit net de 20 millions de dollars en 2015) au titre de ces dérivés.

Le tableau qui suit présente un résumé de l'incidence latente cumulée de ces autres dérivés inscrits au bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Profits latents cumulés comptabilisés dans les charges payées d'avance et autres actifs	11 \$	19 \$	33 \$
Pertes latentes cumulées comptabilisées dans les fournisseurs et autres passifs	5	8	6

De plus, au premier trimestre de 2016, Propriétés de Choix a conclu et a réglé des contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 300 millions de dollars qui ont donné lieu à un profit réalisé lié à la juste valeur de 3 millions de dollars comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4).

Les instruments financiers de la société qui sont admissibles à la comptabilité de couverture sont décrits ci-après :

Contrats de change à terme La société a conclu des contrats de change à terme libellés en dollars américains afin de couvrir son exposition à certains fournisseurs libellés en dollars américains. Ces contrats, qui arrivent à échéance d'ici décembre 2016, répondent aux critères de la comptabilité de couverture à titre de couvertures de flux de trésorerie des transactions futures en monnaie étrangère. Par conséquent, au premier trimestre de 2016, la société a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, une perte latente liée à la juste valeur de 2 millions de dollars après impôt (néant en 2015), en lien avec la partie efficace de ces contrats. De plus, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, un profit latent lié à la juste valeur de 1 million de dollars (néant en 2015).

Au 26 mars 2016, un profit latent négligeable lié à la juste valeur (néant au 28 mars 2015 et 4 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été inscrit dans les charges payées d'avance et autres actifs en lien avec ces contrats à terme.

Contrats à terme sur obligations Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a conclu des contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 95 millions de dollars pour couvrir son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt. Ces contrats répondaient aux critères de la comptabilité de couverture à titre de couvertures de flux de trésorerie. Par conséquent, au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, un profit latent lié à la juste valeur négligeable après impôt (néant en 2015), en lien avec ces contrats.

Swaps de taux d'intérêt Au premier trimestre de 2016, la Banque PC a conclu des swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars pour couvrir son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt. Ces swaps répondaient aux critères de la comptabilité de couverture à titre de couvertures de flux de trésorerie. Par conséquent, au premier trimestre de 2016, la Banque PC a comptabilisé, dans les autres éléments du résultat global, un profit latent lié à la juste valeur négligeable après impôt (néant en 2015), en lien avec ces swaps.

Note 18. Passifs éventuels

La société est partie et éventuellement assujettie à diverses réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, aux réclamations liées à la responsabilité du fait du produit, à la main-d'œuvre et à l'emploi, à la réglementation et à l'environnement. De plus, la société est partie et éventuellement assujettie aux vérifications habituelles des administrations fiscales des paliers fédéral et provincial en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital, aux taxes à la consommation, à l'impôt foncier et aux autres impôts et taxes et, par conséquent, elle pourrait être assujettie à des cotisations fiscales ou à de nouvelles cotisations. Bien que l'issue de ces procédures ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et de ces litiges ou de ces cotisations fiscales et de ces nouvelles cotisations, dans la mesure où il n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités; il pourrait néanmoins avoir une incidence significative au cours de périodes futures.

Actions en justice La société fait l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. L'issue de ces poursuites et réclamations demeure incertaine. Cependant, compte tenu de l'information dont elle dispose à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence significative, individuellement ou collectivement, sur ses activités.

Le 26 août 2015, la société s'est vu signifier un recours collectif proposé, déposé contre elle et certaines de ses filiales, Weston et d'autres parties, auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario relativement à l'effondrement, en 2013, du complexe Rana Plaza situé à Dhaka, au Bangladesh. La réclamation vise l'obtention de dommages-intérêts d'environ 2 milliards de dollars. La société est d'avis que ce recours collectif est sans fondement et a l'intention de se défendre vigoureusement contre toute réclamation aux termes de ce recours.

Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ») s'est vu signifier une déclaration modifiée relative à un recours collectif, déclaration qui a été déposée auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario par deux pharmaciens-proprétaires titulaires d'une licence, qui réclament des dommages-intérêts de 500 millions de dollars fondés sur diverses allégations de violation des accords conclus par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix avec les pharmaciens-proprétaires. Le recours collectif englobe l'ensemble des pharmaciens-proprétaires titulaires d'une licence, actuels et anciens, résidant au Canada, mais ailleurs qu'au Québec, qui sont parties aux accords que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix a conclus avec ses pharmaciens-proprétaires au moyen de formulaires en 2002 et en 2010. Le 9 juillet 2013, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a confirmé un recours collectif à certaines parties de la poursuite. La Cour a imposé une date limite pour soumettre une réclamation au titre du recours collectif en se fondant sur la date d'approbation de la requête en certification. Les pharmaciens devenus pharmaciens-proprétaires après le 9 juillet 2013 ne sont pas partie au recours collectif. Bien que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix estime toujours que ces allégations ne sont pas fondées et qu'elle ait l'intention de leur opposer une défense vigoureuse, l'issue de cette poursuite ne peut être prévue avec certitude.

Fiscalité La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver à l'occasion que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus, ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à des avis de nouvelle cotisation. Ces avis de nouvelle cotisation pourraient avoir une incidence significative sur la société au cours de périodes futures.

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron Bank Limited, filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation portent sur les années d'imposition 2000 à 2010 et totalisent 341 millions de dollars, y compris les intérêts et les pénalités au moment de l'établissement des avis de nouvelle cotisation. La société est d'avis que l'ARC produira probablement des avis de nouvelle cotisation pour les années d'imposition 2011 à 2013 en s'appuyant sur les mêmes arguments ou sur des arguments semblables. La société est en profond désaccord avec la position de l'ARC et a déposé un avis d'appel. Aucune provision n'a été constituée au titre de ces avis de nouvelle cotisation éventuels dans les états financiers consolidés de la société.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, et d'autres types d'ententes commerciales. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnisations à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclarations ou de garanties ou des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. De plus, les modalités de ces dispositions d'indemnisation comportent des montants variés, et certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant d'indemnisation maximal éventuel. Les montants d'indemnisation dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par conséquent, la société n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le total de son passif éventuel maximal relativement aux dispositions d'indemnisation. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 19. Charges de restructuration et autres charges connexes

En 2015, la société a mis la dernière main à un plan qui, une fois achevé, entraînera la fermeture d'environ 52 magasins de détail non rentables à l'échelle de plusieurs bannières et formats. Au 26 mars 2016, la société avait fermé 49 magasins et prévoyait achever la fermeture des trois magasins restants au deuxième trimestre de 2016.

En 2015, la société a commencé à s'employer à vendre certains actifs des entreprises de soins de santé complémentaires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix. Au premier trimestre de 2016, la société a conclu des ententes visant la vente de certains de ces actifs.

Note 20. Informations sectorielles

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient et loue des immeubles commerciaux à revenus. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

Le principal décideur en matière d'exploitation de la société évalue les résultats sectoriels en se fondant sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté du résultat d'exploitation²⁾, tels qu'ils sont présentés périodiquement à la direction interne.

L'information portant sur chaque secteur d'exploitation à présenter est incluse ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)					28 mars 2015 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	10 154 \$	207 \$	192 \$	(172) \$	10 381 \$	9 830 \$	199 \$	182 \$	(163) \$	10 048 \$
BAIIAⁱⁱⁱ⁾	755 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	804 \$	734 \$	45 \$	127 \$	(122) \$	784 \$
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	25	—	—	—	25	5	—	—	—	5
Montant ajusté du BAIIAⁱⁱⁱ⁾	780 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	829 \$	739 \$	45 \$	127 \$	(122) \$	789 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	238	3	—	3	244	240	3	—	3	246
Montant ajusté du résultat d'exploitationⁱⁱⁱ⁾	542 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	585 \$	499 \$	42 \$	127 \$	(125) \$	543 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	78 \$	13 \$	268 \$	(202) \$	157 \$	86 \$	14 \$	339 \$	(247) \$	192 \$

i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :

- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 128 millions de dollars (123 millions de dollars en 2015) et d'un recouvrement de coûts de 44 millions de dollars (40 millions de dollars en 2015) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dérogés par le secteur Vente au détail.
- Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'incidence de l'élimination de produits locatifs de 128 millions de dollars (123 millions de dollars en 2015) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'une perte de 14 millions de dollars (perte de 1 million de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles ou immeubles de placement et évalués au coût, l'élimination d'un profit de 14 millions de dollars (néant en 2015) comptabilisé par le secteur Propriétés de Choix et lié aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement dans la coentreprise, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 3 millions de dollars (3 millions de dollars en 2015) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 3 millions de dollars (néant en 2015).
- Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 65 millions de dollars (62 millions de dollars en 2015) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte de 181 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 254 millions de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 12 millions de dollars (11 millions de dollars en 2015) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société et une perte de 32 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 58 millions de dollars en 2015) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.

ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 96 millions de dollars (92 millions de dollars en 2015).

iii) Certains éléments sont exclus du BAIIA²⁾ afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.

iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 124 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

(en millions de dollars canadiens)	Au 26 mars 2016	Au 28 mars 2015	Au 2 janvier 2016
Total des actifs			
Vente au détail	29 562 \$	29 977 \$	29 936 \$
Services financiers ⁱ⁾	3 081	3 025	3 267
Propriétés de Choix ⁱ⁾	8 730	8 159	8 906
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	(8 006)	(7 505)	(8 170)
Total	33 367 \$	33 656 \$	33 939 \$

- i) Aux fins de la présentation sectorielle, les soldes sont établis au 31 mars 2016, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 26 mars 2016 sont présentés dans le poste Consolidation et éliminations.
- ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination de certains immeubles de placement détenus par Propriétés de Choix et évalués à la juste valeur, qui sont également présentés dans les résultats consolidés à titre d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement évalués au coût.

(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016 (12 semaines)	28 mars 2015 (12 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles		
Vente au détail	133 \$	205 \$
Services financiers ⁱ⁾	4	2
Propriétés de Choix ⁱ⁾	20	111
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	—	(87)
Total	157 \$	231 \$

- i) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes le 31 mars 2016 et le 31 mars 2015, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 sont présentés dans le poste Consolidation et éliminations.
- ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination d'immeubles de placement acquis par Propriétés de Choix auprès du secteur Vente au détail.

Sommaire financier¹⁾

Au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Résultats d'exploitation consolidés		
Produits	10 381 \$	10 048 \$
Augmentation des produits	3,3 %	37,8 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	829 \$	789 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,9 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157 \$	192 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125	131
Bénéfice net	187	146
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	196	146
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	193	146
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	338	301
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle ²⁾	2,0x	2,3x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	11,5 %	13,8 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	7,8 %	9,9 %
Situation financière et flux de trésorerie consolidés		
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 315	1 063
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	813	517
Dépenses d'investissement	157	231
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	512	144
Bénéfice consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net dilué	0,47 \$	0,35 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué ²⁾	0,82	0,72
Résultats d'exploitation du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	10 154 \$	9 830 \$
Marge brute	2 776	2 624
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 777	2 624
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	780	739
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	7,7 %	7,5 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	362	364 \$
Statistiques d'exploitation du secteur Vente au détail		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	2,0 %	2,0 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	6,3 %	3,1 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	69,8	70,0
Nombre de magasins détenus par la société	585	613
Nombre de magasins franchisés	522	524
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 314	1 307
Résultats d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Produits	207 \$	199 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44	45
Bénéfice avant impôt sur le résultat	28	28
Mesures et statistiques d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 692 \$	2 554 \$
Créances sur cartes de crédit	2 594	2 478
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	53	51
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	14,0 %	14,2 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,8 %
Résultats d'exploitation du secteur Propriétés de Choix³⁾		
Produits	192 \$	182 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	136	127
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	268	339
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	75

Notes de fin de document des résultats financiers et du sommaire financier

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2015 de la société, à la page 135.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société.
 - 3) Les résultats des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix sont présentés pour les périodes closes le 31 mars 2016 et le 31 mars 2015, conformément à l'exercice des secteurs. Les ajustements visant à harmoniser les résultats des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix au 26 mars 2016 et au 28 mars 2015 sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société et la note 20, « Informations sectorielles ».
-

Profil de la société

La société est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix. Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services bancaires aux particuliers, des services de cartes de crédit, ainsi que des produits et services d'assurance et de téléphonie mobile. Loblaw, ses franchisés et ses pharmaciens-propriétaires figurent parmi les plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant quelque 192 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans plus de 2 400 magasins détenus par la société, magasins franchisés et établissements détenus par des pharmaciens-propriétaires.

La raison d'être de Loblaw, soit *Profiter pleinement de la vie*, met à l'avant-plan les besoins et le bien-être de l'ensemble des consommateurs qui visitent ses magasins et y effectuent un milliard de transactions annuellement. Loblaw est en mesure de répondre à ces besoins, voire de dépasser les attentes de la clientèle, de multiples façons, ce qui inclut notamment ses établissements bien situés; ses quelque 1 100 magasins d'alimentation, tant de type escompte que de spécialité; ses pharmacies offrant des services complets situées dans plus de 1 300 établissements Corporation Shoppers Drug Mart et Pharmaprix et plus de 500 magasins de Loblaw; ses services bancaires sans frais offerts par l'entremise des *Services financiers le Choix du Président*; ses vêtements mode de marque *Joe Fresh* à prix abordables pour toute la famille; et trois des marques les plus populaires au Canada, soit *le Choix du Président*^{MD}, *sans nom*^{MD} et *Life Brand*^{MD}. Grâce aux programmes de fidélisation *PC Plus*^{MC} et *Shoppers Optimum*^{MD}/*Pharmaprix Optimum*^{MD}, plus d'un Canadien sur trois accumule des récompenses dans les magasins de la société.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare Inc. 100, University Avenue Toronto, Canada M5J 2Y1	Sans frais : 1-800-564-6253 (Canada et États-Unis) Télécopieur : 416-263-9394 Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330 Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555
---	--

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs : Sophia Bisoukis Vice-présidente, Relations avec les investisseurs 905-861-2436 investor@loblaw.ca	Personne-ressource pour les médias : Kevin Groh Vice-président, Affaires corporatives et communications 905-861-2437 pr@loblaw.ca
---	---

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés sous l'onglet « Investisseurs » du site Web de la société, à loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 4 mai 2016 à 10 h (HAE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 416-204-9702. La rediffusion sera disponible deux heures environ après la téléconférence au 647-436-0148, code d'accès 4056553. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca.
Préinscription possible.

De plus amples renseignements sur la téléconférence et la webémission se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée, à loblaw.ca.

Assemblée annuelle des actionnaires

L'assemblée annuelle des actionnaires de 2016 de Les Compagnies Loblaw limitée aura lieu le 5 mai 2016, à 11 h (HAE), au centre sportif Mattamy, 50, Carlton Street, Toronto (Ontario) Canada M5B 1J2.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 416-204-9271. La rediffusion sera disponible deux heures environ après l'assemblée annuelle au 647-436-0148, code d'accès 4377497. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca.
Préinscription possible.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Loblaw

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

LOBLAW.CA SHOPPERSDRUGMART.CA PHARMAPRIX.CA PC.CA JOEFRESH.COM PCFINANCIAL.CA CHOICEREIT.CA